

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Orléans, le 12/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20230495
Code AIOT : 0010000017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté Route de Savigny en Septaine 18390 Moulins-sur-Yèvre. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Route de Savigny en Septaine 18390 Moulins-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010000017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2004.1.1067 du 13 septembre 2004, complété par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1039 du 4 août 2006 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos, par l'arrêté préfectoral n°2007.1.432 du 16 mai 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 29 janvier 2018.

Les activités classées à autorisation, au titre de la nomenclature des installations classées, concernent notamment :

- stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510 et 4511) ;
- stockage d'engrais solides (rubrique 4702) ;
- stockage de céréales (rubrique 2160).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les mesures correctives adoptées pour répondre aux dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure n°2021-1530 du 22 décembre 2021 et n°2022-1027 du 19 août 2022 ;
- la pérennité des mesures correctives adoptées en réponse aux constats formulés à l'issue de l'inspection du 30 novembre 2022, ainsi que de celles des inspections des 27 mai 2021, 9 juin 2022 et 12 juillet 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	NC1_VI_27/05/2021_Gestion des anomalies	Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 6.2	Avec suites, Consignation	Lettre de suite préfectorale	21 jours
7	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/11/2022, article L. 512-8 et R. 181-46.II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	21 jours
8	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	21 jours
10	Liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	/	Lettre de suite préfectorale	21 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Pt2_VI_12/07/2022 _Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Pt1_VI_09/06/2022 _Formation du personnel aux risques et situations d'urgenc	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Pt6_VI_09/06/2022 _Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 de l'annexe II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Prévention du risque de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir le tableau ci-contre

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'un évènement accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection du 30 novembre 2022 avait mis en évidence : - que l'état des stocks des matières dangereuses présentes dans l'établissement ne portait pas sur l'ensemble de ces matières ou substances (absence des produits présents dans les silos, à l'atelier de maintenance, la station service, l'atelier de traitement des semences). - l'analyse détaillée de l'état des stocks des produits phytopharmaceutiques présents dans le magasin mettait en évidence un dépassement du seuil d'assujettissement sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4140-2 (substances et mélanges liquides présentant une toxicité aiguë de catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301)). Par courrier du 14 février 2023 à l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué avoir modifié et complété son état des stocks et y a joint l'état du 13 février 2023 des silos (blocs A à N) et des stocks de traitement. Le dépassement de la quantité stockée au titre de la rubrique 4140 fait l'objet d'une autre fiche de constat (point de contrôle n°7).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pt2_VI_12/07/2022_Contenu du POI
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale 2022 POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne données, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021. <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
Constats : L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 30 mai 2023 est levé suite aux éléments fournis postérieurement par l'exploitant.
Observations : L'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 liste les données et informations devant figurer dans le POI, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021. La dernière mise à jour du POI de ce site ayant été réalisée le 15 juin 2022, les informations demandées doivent y figurer. <p>Le POI comporte un volet descriptif et un volet opérationnel. Les mesures organisationnelles de mise en œuvre de ce plan d'urgence sont décrites, ainsi que la description des installations, les fiches réflexes pour chaque scénario majeur redouté et les moyens de prévention et de protection. Les prescriptions correspondant aux points a, b, c, d, e et f sont respectées. Par contre, le POI ne contient pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur dans un objectif d'anticipation (point j).</p> <p>Constat du 30 novembre 2022 :</p> <p>Dans ce contexte, la non-conformité associée au point de contrôle n°2 de l'inspection du 12 juillet 2022 est reprise avec le libellé suivant : le plan d'opération interne ne comprend pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne ne précise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; • les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; • les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à

analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher...

Constat du 30 mai 2023

Par courrier du 14 février 2023, l'exploitant avait indiqué qu'une stratégie de prélèvements était en cours d'élaboration et que l'inclusion dans le POI était prévue à la fin du premier trimestre 2023.

Le 30 mai 2023, l'exploitant présente la stratégie de prélèvement élaborée avec la société SOCOTEC et la fiche d'astreinte avec cette société qui sera intégrée au POI dès qu'elle sera finalisée et après qu'elle aura été présentée en CHSCT en juin 2023.

Le jour de la visite, le plan d'opération interne, qui a été mis à jour après le 31 décembre 2021, est toujours incomplet.

Postérieurement à la visite d'inspection, par courrier électronique du 4 juillet 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le POI mis à jour en mai 2023. Le chapitre 8 du POI, relatif à la stratégie de traitement, renvoie vers le rapport annexé de la société SOCOTEC n°E14Q2/23/040 du 11 mai 2023. Ce document présente notamment :

- les substances à considérer pour la stratégie des premiers prélèvements,
- les moyens internes au site,
- les paramètres polluants pris en compte,
- les méthodes de prélèvement et d'analyses,
- la durée des prélèvements,
- la détermination des points de prélèvement.

L'inspection des installations classées note que ces informations contenues dans la POI sont de nature à satisfaire aux dispositions figurant en annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

L'écart relevé lors des visites d'inspection des 12 juillet 2022, 30 novembre 2022 et 30 mai 2023 est donc levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pt1_VI_09/06/2022_Formation du personnel aux risques et situations d'urgence
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 9 juin 2022 : Point de contrôle n°1 – Non-conformité : Le responsable des activités engrais et produits phytopharmaceutiques n'est pas formé aux dangers de ces activités (Point 1 de l'article 1 de l'APMD du 19/08/2022). En complément de ces éléments, l'exploitant a communiqué le 11 octobre 2022 un suivi du plan d'actions précité, les justificatifs relatifs aux formations de l'ensemble des personnels du site, 44 personnes réparties en 4 sessions réalisées du 26 septembre au 3 octobre 2022. Constat du 30 novembre 2022 : Le responsable des activités engrais et produits phytopharmaceutiques, nommées approvisionnement, en poste le 9 juin 2022, a été remplacé. Le nouveau responsable, nommément désigné par AXEREAL, a suivi le 3 octobre 2022 la formation susvisée de sensibilisation à la gestion des situations d'urgence, du SGS au sein des sites SEVESO ainsi qu'au poste de DOI. Pour autant, depuis 2015, il n'a pas suivi de formation spécifique sur les dangers présentés par les engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium. Dans ce contexte, la non-conformité associée au point n°1 de l'inspection du 9 juin 2022 est reconduite avec le libellé suivant : le responsable des activités "approvisionnement" n'est pas formé aux dangers que présentent les engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié. Ainsi, au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas totalement satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'APMD du 19 août 2022. Constat du 30 mai 2023 Par courrier du 14 février 2023, l'exploitant a rappelé avoir envoyé les justificatifs de formation adressés par courriel du 21 décembre 2022 (copie de la feuille d'émargement concernant la formation suivie par le responsable des activités "approvisionnement" aux dangers que présentent les engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium). L'exploitant a présenté les justificatifs relatifs aux formations liés aux risques associés aux engrais du responsable des activités engrais et produits phytopharmaceutiques, nommées approvisionnement. Le point 1 de l'article 1 de l'APMD du 19 août 2022 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : NC1_VI_27/05/2021_Gestion des anomalies
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défaillance des MMR – SGS
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être signalées et enregistrées ; • être hiérarchisées et analysées ; • et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée qui comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ; • la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de conformité du système d'extinction à la mousse du local de stockage des produits phytosanitaires.</p>
<p>Observations : Constat du 27 mai 2021 :</p> <p>NC1 : Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques constatées au niveau des installations de stockage de produits phytopharmaceutiques ne sont pas enregistrées et gérées par l'exploitant, dans le cadre du Système de Gestion de la Sécurité. Pour mémoire, ces anomalies et défaillances doivent être signalées, enregistrées, hiérarchisées et analysées, puis doivent donner lieu, dans les meilleurs délais, à la mise en œuvre d'actions correctives, et compensatoires si nécessaire.</p> <p>Par courrier du 24 novembre 2021, l'exploitant a déclaré avoir décidé de revoir intégralement son système de détection incendie et d'extinction mousse pour répondre aux préconisations de son prestataire et lever les non-conformités notifiées par la société SONATECH dans son rapport n°BNK2100017.</p> <p>Constat du 30 novembre 2022 :</p> <p>(...) Pour autant, la mise en place de la nouvelle installation de défense incendie du magasin de produits phytopharmaceutiques n'est pas finalisée, puisque le surpresseur, la réserve d'émulseur et la réserve de 170 m³ d'eau ne sont pas installés.</p> <p>Constat du 30 mai 2023</p> <p>Par courrier du 2 février 2023, l'exploitant a transmis au préfet des informations et un calendrier relatif à la finalisation de la nouvelle installation de défense incendie du magasin de produits phytopharmaceutiques. La réception finale, comprenant des essais réels, devait avoir lieu le 9 mars 2023.</p> <p>Par courrier du 13 mars 2023 au préfet, l'exploitant a indiqué avoir procédé, le 9 mars 2023, à la mise en service et à la réception définitive de l'installation avec la formation du responsable et de son adjoint. Au courrier sont joints les attestations de formation et la fiche de vie de l'installation de détection automatique d'incendie et d'extinction automatique mousse de la cellule de stockage de produits phytosanitaires.</p>

Par courriel du 15 mars 2023 à la préfecture, l'exploitant a indiqué que les essais réels seraient réalisés le 23 mai 2023.

Le 30 mai 2023, l'inspection des installations constate que la nouvelle installation de détection d'incendie et d'extinction à mousse est en place. L'exploitant présente une vidéo relative à la réalisation des essais par le CNPP. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de conformité de l'installation de protection par extinction à mousse du magasin de stockage de produits phytosanitaires à la règle APSAD R7, conformément au mémoire technique EUROFEU SERVICES, associé au devis n° CRPARO - 2022/01/31-1. Aussi l'inspection des installations classées constate que l'installation ne peut être considérée comme étant pleinement opérationnelle en l'absence de cette attestation de conformité.

L'exploitant ne satisfait pas pleinement au point 2.3 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2021.

En outre, lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si la cuve à eau était pleine et a indiqué ne pas avoir eu de mode opératoire relatif à l'utilisation de l'installation. Ce manquement fait l'objet d'un constat dans un autre point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 21 jours

N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Pérennité/Utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
Prescription contrôlée : [...] Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation. Les éléments importants pour la sécurité des installations font l'objet de procédures pour la définition de leurs caractéristiques, des opérations de suivi, d'entretien, de contrôle et de maintenance, afin de garantir qu'ils sont en permanence opérationnels. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement et un suivi des actions correctives est mis en place.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le 30 novembre 2022, l'inspection des installations classées avait constaté que les défauts signalés par la société de télésurveillance en mode dégradé (absence d'alimentation électrique à partir du réseau de distribution extérieur) n'étaient pas correctement caractérisés et les alarmes associées à la détection incendie du magasin engrais ne fonctionnaient pas toutes in-situ, dans cette même configuration. Le 30 mai 2023, l'inspection des installations classées a fait procéder à un nouvel essai (coupure de l'alimentation électrique de l'installation de détection NOx du magasin de stockage des engrais solides, simulation d'une détection de NOx, vérification du fonctionnement des dispositifs lumineux, prise en compte des défauts par la société de surveillance). L'inspection des installations classées a constaté la transmission de l'information des défauts et leur prise en compte par la société de surveillance dans des temps réduits (entre 3 et 5 minutes entre le défaut et l'appel) ainsi que le bon fonctionnement des dispositifs lumineux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Pt6_VI_09/06/2022_Détection automatique d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 9 juin 2022 : Point de contrôle n°6 – Non-conformité : Le chapiteau nommé approvisionnement n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie (Point 3 de l'article 1 de l'APMD du 19/08/2022). Le chapiteau présent sur la plateforme approvisionnement contient des produits d'agrofouritures. Il n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie. Constat du 30 novembre 2022 : Le chapiteau présent sur la plateforme approvisionnement contient des produits d'agrofouritures. Il est équipé d'un système de détection automatique d'incendie. Toutefois, en l'absence de câblage et d'existence d'alarmes in-situ, aucune transmission des alarmes n'est assurée. L'exploitant a indiqué avoir planifié l'intervention de la société EUROFEU Services semaine 49 pour effectuer le câblage des alarmes in-situ. Cette première intervention nécessite d'être complétée afin d'assurer la transmission des alarmes, en tout temps, à l'exploitant, via son prestataire Fichet-Bauche. Dans ce contexte, la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 9 juin 2022 est reconduite, avec le libellé suivant : Le chapiteau "APPRO" est doté d'une détection automatique d'incendie. Toutefois aucune transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant n'est opérationnelle et/ou transmise pour les bureaux à proximité des stockages. Par courriel du 21 décembre 2022, l'exploitant a adressé au préfet la copie du rapport de l'intervention du 6 décembre 2022 de la société Fichet-Bauche concernant la mise en place et en service d'un multi-transpondeur afin d'assurer la transmission à l'exploitant, en tout temps, de l'alarme associée à la détection incendie du chapiteau qui abrite le stockage de produits agrofouritures. Le 30 mai 2023, l'inspection des installations classées a fait réaliser une simulation d'un déclenchement d'alarme sous le chapiteau. 4 minutes plus tard, la société de surveillance a rappelé l'exploitant pour l'informer de l'alarme. Le chapiteau "APPRO" est doté d'une détection automatique d'incendie. La transmission de l'alarme est opérationnelle. Le point 3 de l'article 1 de l'APMD du 19/08/2022 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/11/2022, article L. 512-8 et R. 181-46.II
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2023
Prescription contrôlée : Article L. 512-8 Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. Article R. 181-46.II Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet le stockage de produits combustibles dans le bâtiment 5 (dédié aux expéditions) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, ainsi que les mesures mises en œuvre pour respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables à ce stockage.
Observations : Visite du 30 novembre 2022 L'état des stocks en date du 30 novembre 2022 présenté par l'exploitant fait mention de la présence de 1,0212 t de produits phytopharmaceutiques relevant de la rubrique 4140-2 (substances et mélanges liquides présentant une toxicité aiguë de catégorie 3 pour la voie d'exposition orale "H301"). L'exploitant dépasse ainsi le seuil d'assujettissement sous le régime de la déclaration de la rubrique 4140-2 fixé à 1 tonne, sans avoir préalablement notifié au Préfet du Cher la modification des conditions d'exploitation de son installation. Visite du 30 mai 2023 Par courrier du 10 janvier 2023, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet du Cher l'augmentation du volume de produits phytosanitaires sous la rubrique 4140-2 de la nomenclature des ICPE. Le constat relevé lors de la visite d'inspection du 30 novembre 2022 est satisfait. Néanmoins, l'inspection des installations classées constate que la cellule O du bâtiment 5 (au fond du quai des expéditions) est utilisée comme cellule de stockage de produits combustibles. Ce stockage est à classer sous le régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE, n'a pas fait l'objet d'un porté à connaissance avant sa mise en exploitation. A noter, ce stockage jouxte une cellule du stockage existant, et la paroi qui sépare ces deux cellules est de nature à générer des effets dominos puisqu'elle ne présente pas de tenue au feu supérieure à 15 minutes. D'autre part, ce stockage ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, notamment en matière de détection automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 21 jours

N° 8 : Système de gestion de la sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>Annexe I</p> <p>Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>[...]</p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de procédures ni d'instruction relative à la mise en œuvre du dispositif d'extinction automatique de la cellule de stockage de produits phytosanitaires.</p>
<p>Observations : Le dispositif d'extinction automatique de la cellule de stockage de produits phytosanitaires comporte notamment une réserve d'eau équipée d'un manomètre.</p> <p>Pour autant, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser si, à la vue de la pression indiquée par l'appareil, l'état de remplissage de la cuve est satisfaisant.</p> <p>Il a indiqué ne pas avoir reçu de consignes écrites de l'installateur malgré ses multiples relances.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant ne satisfait pas pleinement au point 2 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 21 jours

N° 9 : Prévention du risque de pollution
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : L'inspection des installations classées constate la présence de 6 conteneurs de déchets liquides à proximité du bâtiment de stockage des déchets liquides. L'exploitant précise qu'il s'agit des résidus du nettoyage de la cellule de stockage après les essais du nouveau dispositif d'extinction à la mousse. L'inspection des installations classées note que ces déchets ne sont pas placés sur un dispositif de rétention. L'exploitant précise que les déchets sont placés sur un sol étanche et qu'en cas de fuite de liquide, la zone de stockage des déchets dispose d'un bassin de rétention. L'inspection des installations classées note l'existence d'un système de rétention déportée mais invite l'exploitant à mettre en place des dispositifs de rétentions au plus près des liquides susceptibles d'être des sources de pollution et à vérifier régulièrement l'étanchéité des revêtements de sol.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Liquides inflammables
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Champ d'application I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant ne connaît pas la quantité maximale de produits phytopharmaceutiques - pouvant présenter une mention de danger H224, H225, H226 et en contenant fusibles - susceptible d'être présente.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées note que l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est classé à autorisation ; - n'est pas classé sous le régime de l'autorisation au titre d'au-moins l'une des rubriques "liquides inflammables" (1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511) ; - est autorisé à stocker jusqu'à 800 t de produits phytopharmaceutiques au titre de la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique) et que ces produits peuvent aussi présenter une mention de danger H224, H225 ou H226. <p>L'exploitant déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas être en mesure de déterminer rapidement la quantité maximale de produits phytopharmaceutiques pouvant présenter une mention de danger H224, H225 ou H226, ces informations n'étant actuellement pas saisies dans l'état des stocks ; - que les produits phytopharmaceutiques sont susceptibles, dans une démarche majorante, d'être tous conditionnés en contenant fusibles ; - que la masse de produits phytopharmaceutiques pouvant présenter une mention de danger H224, H225 ou H226 conditionnés en contenant fusibles est susceptible d'excéder 100 tonnes. <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner clairement sur les quantités maximales susceptibles d'être présentes de substances ou du mélanges dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 conditionnés en contenants fusibles, vis-à-vis du seuil de 100 tonnes.</p> <p>Pour mémoire, en application de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'état des matières stockées doit permettre de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 21 jours